

L'HOMME

L'Homme

Revue française d'anthropologie

157 | janvier-mars 2001

Représentations et temporalités

André Bourgeot, s. dir., *Horizons nomades en Afrique sahélienne. Sociétés, développement et démocratie*

Paris, Karthala, 1999, 491 p., index, graph., tabl., cartes, h.t. (« Hommes et Sociétés »)

Sophie Caratini



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/5770>

ISSN : 1953-8103

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2001

Pagination : 289-292

ISBN : 2-7132-1357-6

ISSN : 0439-4216

Référence électronique

Sophie Caratini, « André Bourgeot, s. dir., *Horizons nomades en Afrique sahélienne. Sociétés, développement et démocratie* », *L'Homme* [En ligne], 157 | janvier-mars 2001, mis en ligne le 23 mai 2007, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lhomme/5770>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© École des hautes études en sciences sociales

André Bourgeot, s. dir., *Horizons nomades en Afrique sahélienne. Sociétés, développement et démocratie*

Paris, Karthala, 1999, 491 p., index, graph., tabl., cartes, h.t. (« Hommes et Sociétés »)

Sophie Caratini

- 1 CE LIVRE est la publication des Actes d'un colloque tenu à Niamey en novembre 1997. Intitulé « Les sociétés pastorales en Afrique sahélienne. Environnement, développement et démocratie », il réunissait vingt-quatre chercheurs intervenant sur quatre thèmes : « Démocratie, décentralisation et pouvoirs locaux », « Organisation territoriale, transhumance et frontières », « Économie et savoirs pastoraux », « Gestions des espaces. Les enjeux du foncier ». Parcourir ce vaste champ de phénomènes exigeait de faire appel à plusieurs disciplines, c'est-à-dire différentes manières de construire un objet d'étude. L'ouvrage se fait l'écho de cette accumulation de regards et offre à la comparaison les résultats d'expériences menées tant par des Africains que par des Occidentaux.
- 2 La question du devenir des sociétés pastorales dans un Sahel morcelé par les frontières est liée à celle des États-nations mis en place dans les zones sédentaires au moment des décolonisations, États dans lesquels la plupart des pasteurs nomades se sont retrouvés intégrés bien souvent à leur corps défendant. Les notions occidentales de « développement » et de « démocratie » choisies par André Bourgeot pour qualifier le champ des recherches qu'il expose énoncent implicitement le paradoxe dans lequel se débattent des pays sommés de se conformer à un modèle exogène de société, modèle présenté comme un objectif quasi universel, mais qui engendre sur le terrain de puissants mécanismes de résistance. Ce volume, par les multiples points de vue qu'il confronte et par les exemples qu'il permet d'opposer ou de mettre en parallèle, illustre à la fois la diversité et la récurrence de tels mécanismes de résistance aux effets parfois désastreux. Désastreux pour les pasteurs, ils le sont également pour les appareils d'État « conseillés » par des organismes internationaux comme la Banque mondiale ou le FMI, eux aussi contraints de reconsidérer leurs stratégies face aux écueils rencontrés. La question

fondamentale posée par l'ouvrage est celle de la pertinence de ces modèles de « démocratie », de « citoyenneté » ou même de « développement » infligés aux sociétés nomades du Sahel comme aux États qui les contrôlent. Il montre en effet de manière magistrale, et à travers pratiquement tous les cas étudiés, leur inadéquation et leur inadaptation aux réalités africaines.

- 3 L'ensemble des contributions témoigne du dynamisme des sociétés pastorales du Sahel dans leur quête d'une organisation susceptible de répondre aux exigences du siècle. Sont mis en exergue les obstacles, révoltes ouvertes, violences meurtrières, contournements, migrations, forces d'inertie ou au contraire processus de fluidité auxquels se heurtent les États dans leur volonté de contrôle politique, d'administration et de développement économique et social. Les politiques actuelles de « décentralisation », prônées comme le remède (lui aussi universel) devant apporter la paix sociale et la prospérité, apparaissent comme la réponse des gouvernements (et de leurs bailleurs de fond) au fait que, décidément, les sociétés pastorales sont hétérogènes à bien des égards – la langue, la culture, les savoirs, le type de nomadisation, le rapport à la terre, les habitus, parfois même la religion – et que leur organisation sociale est fondée sur des groupes et non sur des individus.
- 4 Si Salmana Cissé à propos du Mali, ou Cheikh Ba à propos du Sénégal, montrent bien cette interprétation africaine de la notion de « décentralisation » comme une expérience de rétrocession d'une part de la souveraineté territoriale aux habitants (qui jusque-là n'avaient droit qu'à un quota de représentants au sein de l'appareil d'État), ils mettent également en relief des antagonismes structurels, à divers niveaux, entre les conceptions locales de la vie en société et cet État-central-décentralisé en gestation qui, finalement, n'a d'occidental que le vocabulaire de ses institutions. Un vocabulaire importé qui masque – et en même temps permet – d'autres modes de fonctionnement, mais que l'ampleur des difficultés actuelles rendent impropres à instaurer des formes véritablement nouvelles d'organisation de l'espace pastoral et des sociétés qui s'y meuvent.
- 5 À partir d'exemples précis, ces deux auteurs donnent à voir la force de la reproduction sociale qui empêche les États d'isoler les individus (plus encore les pasteurs que les ruraux ou les citadins) pour en faire des « citoyens », les formes d'opposition générées par certains groupes à l'encontre de l'État (et des multiples intervenants extérieurs), ainsi que diverses formules d'intégration tentées par l'État pour neutraliser ces oppositions ou pour apporter des réponses aux revendications (ou aux rébellions) de communautés le plus souvent en rivalité entre elles et avec leurs voisins immédiats.
- 6 Roger Botte ouvre le débat en décrivant la situation des descendants des catégories serviles – ou « esclaves » – dans les sociétés sahéliennes. Avec cette évocation initiale des « damnés de la terre », c'est toute la problématique du livre qui est ici présentée, d'une part parce qu'elle met au jour les mécanismes de reproduction d'un système dont l'idéal est que la place de chaque individu soit déterminée par la naissance, et, d'autre part, parce qu'elle pose la question de la mobilité sociale dans les pays du Sahel. À travers cet exemple des anciens esclaves, qui représentent une partie très importante de la population de toute cette zone, l'auteur rappelle que la déconstruction d'une relation de dépendance ou de domination ne peut être effective que si elle s'accompagne d'une libération économique et sociale, et il indique les limites d'une émancipation juridique qui ne peut déboucher que sur une « illusion légale ».
- 7 D'une manière générale, les auteurs dévoilent les tensions résultant des manœuvres juridiques, idéologiques, politiques et économiques, internes ou externes, qui ont pour

but d'influer sur les recompositions des systèmes sociaux hérités de la période coloniale. En ce sens, la « décentralisation » serait la dernière stratégie en date, le dernier modèle préconisé par la Banque mondiale et repris par les États sahéliens, modèle dans lequel les gouvernants, sinon les gouvernés, mettraient tous leurs espoirs. L'exemple de la situation des esclaves fait voir, plus encore que les autres, que ces modèles et stratégies importés sont de peu d'effet, même si les structures associatives dont ils s'accommodent débouchent sur des tentatives de création – ou recreation – de nouveaux groupes, plus rapidement constitués que ceux de la parenté, qui pourraient affronter la compétition économique et sociale. Il est dommage que certains des auteurs qui traitent des phénomènes politiques aient tendance à oublier la sphère économique et ses difficultés, et qu'à l'inverse ceux dont les données relèvent essentiellement de l'économie négligent l'importance du système politique et des solidarités, ou des mécanismes de redistribution, qu'il recèle. Or, la question de l'esclavage obligeait Roger Botte à examiner ces différents niveaux. Il est en outre pratiquement le seul à attirer l'attention sur la profonde inégalité structurelle des sociétés pastorales sahéliennes et sur le rôle prééminent de l'alliance matrimoniale comme facteur – et/ou signe – d'intégration sociale. Ce qu'il affirme à propos des catégories serviles, à savoir que tant que les esclaves, et en particulier les hommes, seront « interdits d'alliance » avec les autres catégories sociales, la distinction des individus tout comme les stigmates et codes de comportement qui en découlent ne pourront être dépassés, vaut pour l'ensemble des catégories sociales. L'insistance mise sur cette force d'inertie qu'est l'interdit d'alliance le conduit à s'interroger sur la manière dont l'identité est pensée, ou construite, dans ces sociétés.

- 8 À cette interrogation font écho les deux articles suivants. Ibrahima Abou Sall dégage l'enjeu politique du discours sur l'identité (et donc des représentations de l'histoire) en prenant l'exemple d'une controverse survenue dans les années 70 à propos de l'arabité, présumée par certains, des Fulbe Aynaabe de Mauritanie. Abdel Wedoud Ould Cheikh élargit le champ de la réflexion à partir de la question du nom des individus dans la société maure, et fait apparaître les obstacles qu'elle recèle pour la mise en place d'un véritable état civil (au sens napoléonien). Il s'agit là d'un « phénomène social total », objet d'étude nouveau et remarquable en tant que lieu des contradictions entre le mode de pensée – se penser soi-même dans l'espace et le temps, penser le monde et se penser dans le monde – des individus et des groupes, en regard des conceptions occidentales. L'auteur dénonce la domination des modèles occidentaux et leur nécessaire mise en débat, comme le font aussi, dans la dernière partie, Étienne Le Roy en ce qui concerne la question du droit et Cheikh Ba s'agissant des choix économiques et politiques.
- 9 Dans la troisième partie, Anne Bergeret et Boureima Amadou réintroduisent la question de l'identité, mais cette fois en tant qu'elle émerge des transformations économiques. C'est le cas, en particulier, quand, en raison de sa spécificité (un pastoralisme exclusif, tel type de bétail élevé, telle activité de production ou tel mode d'occupation territoriale), un groupe fait l'expérience de ce qu'on peut appeler un « déficit », d'une perte ressentie comme un danger, lorsque l'appropriation par d'autres des signes-symboles autour desquels était bâtie son identité l'oblige à reconstruire la relation identité/altérité sur d'autres critères. Au-delà de la question identitaire et de ce qu'on veut trop souvent lui attribuer, ces deux auteurs montrent que l'étude des multiples conflits locaux auxquels sont confrontées les populations de la zone sahélienne doit prendre en considération tout un faisceau de facteurs.

- 10 L'étude, par Georg Klute, de l'évolution de la « chefferie » en pays touareg (Nord-Mali) et de la notion de « parasouveraineté régionale » met en évidence la difficulté qu'ont certains chercheurs (Africains aussi bien qu'Européens) à se dégager des conceptions européennes de l'État, du droit et de la « démocratie » dans leurs interprétations des faits. On retrouve cette difficulté dans les contributions centrées autour de la notion de « gestion », terme confus qui n'enrichit guère l'analyse, même si c'est bien souvent dans ces textes que sont abordées la dramatique question de l'appauvrissement des ressources pastorales, latente ou par crises, et les réactions qu'il entraîne. Comme l'attestent Bernard Toutain et Philippe Lhoste, l'impressionnante somme de connaissances accumulées par les agropastorologues, agronomes et géographes physiciens, qui se traduit par la construction de modèles techniques, n'a guère d'impact sur le terrain, même lorsque ceux d'entre eux qui pratiquent la « recherche-action » s'intéressent aux savoirs locaux ou tentent d'associer les pasteurs à leurs projets, ce qui dénote une fois de plus l'échec de l'ethnocentrisme dans l'étude des sociétés pastorales.
- 11 En revanche, des thèmes comme la réforme foncière et l'histoire de la répartition des terres entre pasteurs et agriculteurs – abordés par Gérard Fay et Frédéric Le Marcis à propos du Mali (1^{re} partie), puis par Cheikh Ba à propos du Sénégal et par M. E. Moutari et Alain Morel en ce qui concerne le Niger (4^e partie) –, lorsqu'ils sont appréhendés avec un regard décentré et à l'échelle de la micro-sociologie, rendent compréhensibles les très subtiles règles du jeu qui structurent la dynamique sociale. De même, l'analyse des découpages administratifs des territoires et celle des tentatives de quadrillage éducatif (Abdel Wedoud Ould Cheikh) et sanitaire (Jacques Hureiki), avec leurs effets pervers, font saisir l'extrême complexité des contradictions locales due à la mobilité des hommes et des choses qui est au cœur de toute culture nomade. L'article de Marcel Djama sur les rapports marchands au Nord-Somali et celui d'Isabelle Dalmau sur le commerce des camélidés au Soudan soulignent à ce propos la nécessité d'élargir la perspective et d'envisager les sociétés pastorales à l'intérieur de réseaux d'échanges plus vastes, nationaux et internationaux, diversifiés, et générateurs en retour de transformations et de recompositions sociales rapides.
- 12 La problématique de la frontière, développée par John G. Galaty et Günther Schlee (2^e partie), jette un éclairage nouveau sur la marginalisation – spatiale, sociale, économique et politique – de ces sociétés, mais aussi sur les possibilités qu'elle offre et l'enjeu qu'elle représente pour les États concernés. De cette marginalisation résultent pour une part la violence, la guerre, la contrebande et le commerce ainsi que les retournements stratégiques des groupes occupant ces confins. Enfin, les questions de droit, la pauvreté de la juridiction, sa difficile conception et son impossible application traitées par Cheikhou Issa Sylla à propos du Sénégal, révèlent un champ complémentaire d'appréhension des phénomènes. On retiendra la réflexion d'Étienne Le Roy sur la reproduction des modes de questionnement occidentaux, qualifiés de « sédentaires », dans le domaine du droit foncier pastoral qui reste, l'ensemble du livre en témoigne, un « impensé » non seulement du code civil mais également de la majorité des écrits scientifiques.
- 13 On peut regretter que le thème du sacré ne soit qu'effleuré, ainsi, peut-être, que celui des représentations qu'ont ces sociétés d'elles-mêmes, de leur histoire, de leur avenir et de leurs situations actuelles, car ils auraient permis de mieux comprendre les stratégies de tous ordres qu'elles mettent en place.

- 14 Enfin, on aurait souhaité qu'André Bourgeot, à qui revient l'initiative du colloque et de la publication de ces Actes, et qui, dans son article introductif, s'est efforcé de « restituer [ce qu'il] considère comme les idées-forces ou originales des différentes communications », dégage plus fortement la problématique sous-jacente à l'ensemble des questions abordées. Quoi qu'il en soit, cet ouvrage fera référence non seulement parce ce qu'il présente un panorama très large des recherches en cours sur le Sahel, mais aussi parce qu'il fait voir en quoi les sociétés pastorales, plus encore que les sociétés sédentaires ou citadines, obligent les chercheurs comme les praticiens à s'interroger sur la pertinence des représentations occidentales touchant la construction de leurs savoirs et de leurs savoir-faire.
-

AUTEUR

SOPHIE CARATINI

URBAMA, Université de Tours.